

Camping Le Petit Paris : Extension de camping

Annexe n° 8.2.5 : Autorisation de classement et d'urbanisme [Atout France, 23/08/2022 – Mairie de Château-d'Olonne, 2013]

DECISION DE CLASSEMENT
(Articles D. 332-2 à D. 332-4 du code du tourisme)

Par décision en date du 23/08/2022, Atout France, l'Agence de développement touristique de la France, a procédé au classement du camping ci-après :

CAMPING LE PETIT PARIS
41 RUE DU PETIT VERSAILLES
85180 Château-d'Olonne

Dans la catégorie : 4 étoiles - TOURISME

Le N° de SIRET de l'établissement au moment de la demande : 32497277700019

La capacité d'accueil de l'établissement (en nombre d'emplacements) : 190

- 58 emplacement(s) nu(s) non raccordés en eau et assainissement
- 4 emplacement(s) « confort caravane » ;
- 28 emplacement(s) « grand confort caravane » ;
- 100 emplacement(s) destiné(s) à l'accueil exclusif d'hébergements équipés pour se raccorder à tous les branchements et comportant en leur sein des sanitaires privatifs ;
- 0 emplacement(s) de l'aire de stationnement pour autocaravanes.

Le N° d'enregistrement de l'établissement : C85-006383-003

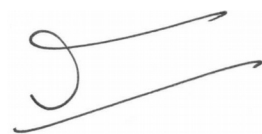
La présente décision de classement est valable jusqu'au 23/08/2027. Elle ne saurait en aucun cas attester que le bénéficiaire satisfait aux obligations légales ou réglementaires régissant sa profession.

Conformément aux dispositions de l'article L. 141-2 du code du tourisme, publicité sera faite de cet établissement classé sur le site internet d'Atout France.

Fait à Paris,

Le 23/08/2022

Le Secrétaire Général



Philippe KASPI

Mentions des voies et délais de recours

Si vous estimez que la présente décision est contestable, vous pouvez former soit un **recours gracieux** auprès d'Atout France, soit un **recours contentieux** devant le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve votre établissement, votre exploitation ou le lieu d'exercice de votre profession.

Le recours gracieux ou le recours contentieux doit intervenir **dans les deux mois** suivant la notification de la présente décision. En cas de rejet de recours gracieux, vous conservez la possibilité de former un recours contentieux dans les deux mois suivant la notification de la décision de rejet. Cette décision de rejet peut être implicite (absence de réponse pendant deux mois).



AUTORISATION DE PERMIS D'AMENAGER

DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		Référence du dossier :
Déposée le 02/07/2013	Complétée le	N° PA 085 060 13 S0005
Par :	SARL CAMPING LE PETIT PARIS	
Représenté par :	Mr RAFIN Philippe	
Demeurant à :	56 RUE DU PETIT PARIS 85180 CHATEAU-D'OLONNE	
Pour :	Agrandir le camping "LE PETIT PARIS" : Création de 44 emplacements tentes/caravanes et suppression de 3 emplacements existants pour les réimplanter dans le périmètre de l'extension + édifier un bâtiment de stockage	
Sur un terrain sis :	41 RUE DU PETIT VERSAILLES - D 500, 502, 503, 504	

MONSIEUR LE MAIRE :

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-I et suivants,
 Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 27.02.2008 et modifié le 27.04.2011, le 29.05.2012 et le 26.02.2013. ;
 Vu la demande de permis d'aménager présentée par **SARL CAMPING LE PETIT PARIS - Mr RAFIN Philippe**, en vue de la création de 44 emplacements tentes/caravanes et suppression de 3 emplacements existants pour les réimplanter dans le périmètre de l'extension et de l'édification d'un bâtiment de stockage sur un terrain sis 41 RUE DU PETIT VERSAILLES et cadastré SEC D, PAR 500, 502, 503, 504 pour une superficie totale de 41049 m²,
 Vu les pièces du dossier annexées au présent arrêté,
 Vu l'avis technique favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Vendée en date du 03.09.2013,

ARRETE - D.U./418/2013

ARTICLE 1 :

Est autorisé, sous réserve des droits des tiers et suivant le dossier ci-annexé, l'extension du camping dénommé «Le Petit Paris» ainsi que l'édification d'un bâtiment de stockage dont les caractéristiques essentielles ont été définies ci-dessus et sous réserves des prescriptions édictées ci-dessous

ARTICLE 2 :

Conformément aux dispositions de l'article L 461-I du Code de l'Urbanisme, le Maire ou ses délégués pourront, avant l'achèvement des travaux, visiter les lieux à tout moment et procéder aux vérifications qu'ils jugeront utiles.

ARTICLE 3 :

Le présent permis d'aménager est soumis au versement de la Taxe d'Aménagement et de la Redevance d'Archéologie Préventive. Le montant de ces taxes sera communiqué ultérieurement au pétitionnaire.

.../...